

SFSDPEPConfédération Générale du
Travail FORCE OUVRIERE

Le SFSDPEP FO s'oppose à toute dénaturation du baccalauréat général et technologique

**Section fédérale
des syndicats
départementaux
des personnels
de
l'enseignement
privé**

700 000 candidats ont passé le 15 juin 2016, leur première épreuve écrite du baccalauréat. Cette actualité favorise la publication de nombreux sondages, articles et études.

La campagne de dénigrement du baccalauréat

Comme chaque année à même époque, la presse multiplie les propos alarmistes sur l'avenir du diplôme. « Faut-il supprimer le baccalauréat ? » s'interrogent TF1, et le *Point*. « Faut-il réformer le bac ? » titre pour sa part *Ouest-France*, (le 15 juin 2016), quand *Le Monde* du 13 juin 2016 voudrait le réduire à un simple « rituel » voire un « péage symbolique ».

Dans cet exercice, le think tank Terra Nova, présidé par F. Chérèque, ancien secrétaire général de la CFDT, se distingue par la virulence de ses attaques, dénonçant tout à la fois « un monument national en péril », « passage obligé inefficace et coûteux », discrédité par son « encyclopédisme de mauvais alois », et par son incapacité à préparer « au marché du travail » (*Comment sauver le Bac, Quatre semestres pour certifier et orienter*, 15 juin 2016, p.4).

Le projet d'en finir avec un examen national

Et chacun de proposer une série de mesures qui, sous prétexte de « sauver » le baccalauréat en remettrait profondément en cause la nature et la valeur. Il s'agit en général de réduire le nombre des épreuves, de privilégier les compétences sur les connaissances disciplinaires, de généraliser les évaluations en cours d'année, dans un cadre local. En clair, il est question de mettre en place un baccalauréat au rabais afin de réduire les coûts tout en augmentant artificiellement les taux de réussite.

Les solutions préconisées ont en effet largement montré leur inefficacité lorsqu'elles ont été mises en application. La réforme Chatel du baccalauréat de langue vivante a été maintenue par l'actuel gouvernement. Elle a instauré l'évaluation en cours d'année (ECA) pour les épreuves orales, suscitant une très large opposition des professeurs. Le décret n° 2015-1351 du 26 octobre 2015 permettant de conserver des notes au baccalauréat général et technologique a également été très critiqué ainsi que l'instauration d'un nouveau livret scolaire intégrant une série de compétences à valider comme à l'école primaire et au collège. N. Vallaud-Belkacem vient de déclarer être prête à alléger le nombre d'épreuves du baccalauréat, autrement dit de renforcer le contrôle en cours de formation.

La nécessité de s'opposer à la dénaturation du baccalauréat

Au moment où la loi El Khomri attaque les titres, les diplômes, les conventions collectives et voudrait que chaque entreprise négocie de gré à gré la rémunération, les conditions de travail, l'emploi du temps de chaque salarié, le SFSDPEP FO réaffirme son attachement au baccalauréat, premier grade universitaire, délivré après des épreuves finales, nationales et anonymes.

Fidèle aux positions de FO qui défend les diplômes nationaux, garanties de l'égalité républicaine, le SFSDPEP FO combattra tout projet visant à transformer le baccalauréat en certification délivrée localement à la validité limitée dans le temps et dans l'espace.

Pour le SFSDPEP FO, la pleine reconnaissance du diplôme exige enfin la rémunération des correcteurs et examinateurs à la hauteur du travail effectué et le remboursement sans délai de tous les frais engagés.